

*Une construction identitaire influencée par le processus de régionalisation européen :
le cas de la Roumanie explicité par le concept de « petite société »*

Evelyne Barthou

SET, Université de Pau et des pays de l'Adour/Centre Emile Durkheim, Université
Bordeaux 2

La Roumanie est au cœur du processus de régionalisation européenne. Elle a intégré l'Union européenne le 1^{er} janvier 2007, ce qui représentait un véritable défi et une avancée sans précédent pour le pays. Néanmoins, la Roumanie n'a pas connu de grands changements, si ce n'est sur le plan symbolique, et reste sous haute surveillance. La Commission peut encore appliquer les mesures de sauvegarde, prévues par le Traité d'Adhésion. Les salaires ont augmenté mais les conditions de vie restent très difficiles et l'écart entre les riches et les pauvres se creuse. Le système judiciaire, la corruption et la classe politique restent des problèmes majeurs. En outre, la société civile roumaine est encore trop faible pour exercer un véritable contrôle ou contre-pouvoir. Or, pour pouvoir étudier la construction identitaire roumaine à travers le processus européen, il nous faut partir de la population, de ses aspirations, ses questionnements et de sa mobilisation collective. Dans l'absolu la société civile nous permettrait de saisir une part de la réalité. Il est pourtant difficile dans le cas roumain d'utiliser le concept de société civile sans risquer de le déformer ou de déformer la réalité elle-même.

La société civile, terme polysémique et fortement connoté, sera entendue ici comme l'ensemble des citoyens dans leur diversité, à savoir leurs appartenances professionnelles et sociales, qui expriment leur volonté de participation au vivre-ensemble à travers des organisations, associations et structures très diversifiées ayant pour finalité de concourir à la poursuite d'objectifs communs ne relevant pas directement à la sphère politique ou étatique. L'histoire singulière de la Roumanie et l'omniprésence du secteur des ONG - et à travers lui l'intervention de bailleurs de fonds étrangers aux visions standardisées du développement - gênent foncièrement l'émergence d'une société civile endogène et populaire. La société civile reste trop souvent le fait d'une certaine élite et n'a pas véritablement d'assise populaire. En outre, en Roumanie, un amalgame récurrent est fait entre société civile et ONG. Le sociologue Gautier Pirotte souligne fort justement la relation quasi synonymique entre les termes de « société civile » et « ONG » en Roumanie. Paradoxalement la « société civile » telle qu'elle

est perçue en Roumanie serait un frein à l'appropriation par la population du changement et de la construction du vivre ensemble.

Il ne s'agit pas ici de considérer que les Roumains sont incapables de construire leur propre société civile mais de tenter de dépasser le strict cadre formel de la société civile pour appréhender de façon plus précise les mécanismes à l'œuvre en Roumanie. Dire qu'il n'y a pas de dynamique, d'expression ou de participation populaire en Roumanie serait totalement inexact. Or, si l'on considère la société civile d'un point de vue occidental, les ONG, associations et structures existantes ne sont pas représentatives de toute la réalité roumaine et n'en offre qu'une vision partielle. Il s'agit ici d'éviter le piège du prisme de la société civile, qui pousse à analyser la société roumaine par la négative, à travers l'imposition de normes globales réductrices et partiellement significatives dans ce pays et dans les petites sociétés de façon générale. La « société civile roumaine », qui se construit aujourd'hui en partie dans l'intégration à l'Union européenne, peut être observée et analysée à travers le concept de petite société, qui semble tout à fait pertinent dans le cas roumain. Il ne s'agit pas de substituer le concept de petite société à celui de société civile, mais d'utiliser le second pour mettre en lumière le premier. Le champ d'analyse n'est pas du tout le même si l'on part du concept de société civile ou de celui de petite société. Effectivement le concept de société civile est un idéal type impropre à décrire totalement la réalité roumaine, perçue à travers lui comme insuffisamment engagée vers la modernité et la démocratie.

Nous opterons donc pour l'angle d'approche de la petite société plutôt que celui de « société civile », même si le premier ne vient en aucun cas remplacer le dernier, car le concept de petite société, qui englobe cette société civile en construction et le reste de la réalité, marque plus justement la différence de modalités et de temporalité du changement en Roumanie que celui de société civile, qui n'existerait pas ou qui serait en perpétuelle construction. Il est indéniable qu'il existe en Roumanie des dynamiques, des questionnements touchant à la fragilité et l'angoisse face à un avenir qui s'envisage désormais dans des structures régionales dépassant le cadre même de la nation, mais celles-ci ne sont pas forcément exprimées de façon structurée et structurante. La société roumaine n'a pas toujours de prise sur ce processus de régionalisation et se retrouve aujourd'hui face au désir de faire société à part entière et de maîtriser son historicité. L'historicité est à considérer ici, dans la lignée d'Alain Touraine, comme la forme contingente que prend une société pour répondre à un "défi", ce qui la contraint à développer des relations sociales spécifiques qui seront

justifiées par les normes culturelles dominantes¹. Les questions des relations sociales spécifiques et des normes culturelles sont incontournables dans le cas roumain comme dans les autres petites sociétés post-communistes.

Il est donc essentiel d'utiliser le concept de petite société dans le cas roumain, en le considérant comme plus fidèle et précis que concept de société civile, trop ethnocentré et souvent peu représentatif en Roumanie. Ces deux concepts ne sont pas antinomiques, mais ils décrivent deux réalités différentes, se retrouvant parfois et se nourrissant l'un l'autre. Ces deux concepts permettent en réalité de mesurer l'écart entre la réalité empirique et les attentes quant au processus de développement.

Il est également possible d'utiliser le concept de petite société dans la structuration sociale et politique de la population roumaine car celle-ci n'a pas à proprement parler de voix sur la scène internationale et représente une circonscription sociale apolitique. La méfiance qu'inspirent les acteurs politiques roumains à une part importante de la population implique cette non inscription politique.

Enfin, pour en revenir au sujet même de ce texte, il est particulièrement intéressant d'étudier la construction identitaire roumaine dans son positionnement et son rapport aux structures régionales, ici l'Union européenne, en tant que petite société. Ce positionnement est particulièrement intéressant car le statut de semi-périphérie, pour reprendre les termes d'Immanuel Wallerstein, implique un questionnement permanent sur sa propre identité, entre intégration et périphérisation et, bien souvent, un sentiment d'infériorité face au Centre. Ici encore c'est en tant que petite société que ce positionnement prend tous son sens.

Nous nous attacherons donc, dans ce texte, tout d'abord à définir ce complexe d'infériorité ressenti par une majorité de Roumains, puis nous analyserons la construction identitaire collective et enfin nous verrons la question du sens et la volonté roumaine de faire société.

Un complexe d'infériorité intériorisé

« La Roumanie a une histoire faite d'humiliations sans fin, hantée par un complexe d'infériorité culturelle. Ce pays qui ne se sent à son aise ni au plan géographique ni au plan historique, ni au plan politique ; se trouve brutalement confronté au problème de sa vocation au sein de l'Europe moderne. La question du destin de la nation prend ainsi un tour obsessionnel pour les tenants de cette « jeunesse

¹ TOURAINE A. 1984 : « Le retour de l'acteur : essai de sociologie », Fayard.

furieuse » des années 30 : pour Mircea Eliade, pour Constantin Noïca, pour Emil Cioran, pour Cioran surtout. Vers la fin de sa vie Cioran accordera un interview à l'Express intitulée « J'ai infiniment souffert d'être roumain »².

Ces remarques de Gabriel Liiceanu, écrivain et éditeur roumain de Cioran, marquent la profondeur du sentiment d'infériorité ressenti par une part importante des Roumains, toujours d'actualité 70 ans plus tard. Il est évident que ce type de discours prend ses sources dans des représentations historiques profondément encrées.

Pierre Grosser, professeur d'histoire à l'Institut d'études politiques de Paris, illustre très bien ce poids des représentations collectives dans la construction de l'image : « parler de « poudrière balkanique », de « Chine immobile » (...) renseigne moins sur l'histoire de la région qualifiée que sur le poids des représentations et la vision statique et sélective de ceux qui véhiculent ces expressions. C'est ainsi que l'histoire, comme la géographie, peut être considérée comme une contrainte et comme un patrimoine »³. En Roumanie, l'histoire est bel et bien vécue comme une contrainte mais essentiellement parce que cette même histoire est ressentie comme dévalorisante.

« C'est l'approche même de l'ordre international qui amène, de manière plus ou moins implicite, à se référer à un héritage, lequel permet de revendiquer une place privilégiée (La France qui ne pourrait pas, à cause de son passé, connaître de déchéance en terme de statut, la Chine qui devrait retrouver une place digne de son rayonnement traditionnel...) ou de se plaindre d'une place subordonnée (« victimisation » des petites nations d'Europe centrale, ou des Etats du Moyen-Orient à l'égard de l'impérialisme occidental)⁴.

Dans le cas roumain, la place de subordonné semble fortement intégrée dans la conscience collective, et, comme le souligne encore l'historien, c'est l'action politique qui crée des narrations qui sont cristallisées dans des organisations administratives et politiques et dans l'opinion, et qui sont donc difficiles à modifier. « La conscience historique, même si le raisonnement qui lui a donné force repose sur des évidences fragmentaires, prend très vite, créant des bâtisses sans guère de fondations mais dans lesquelles l'esprit se complait douillettement. Il faut ensuite beaucoup d'évidences pour en lézarder les façades, et plus

² LIICEANU G., 18 novembre 1995, dans un débat diffusé dans l'émission *Répliques* de Radio France Culture

³ GROSSER P., 2002, « De l'usage de l'histoire dans les politiques étrangères » dans CHARILLON F. (dir.) *Politique étrangère Nouveaux regards*, Presse de science Po, p. 383.

⁴ *Ibid.*, p. 364.

encore pour les démolir »⁵. Les stéréotypes sur lesquels s'appuient une partie de la population roumaine, et qui nourrissent ce sentiment d'infériorité, sont effectivement sans fondement, si ce n'est une image renvoyée par l'étranger et très fortement déformée à l'arrivée. Néanmoins, ce sentiment d'infériorité est bien réel et influe inévitablement sur l'image que les Roumains ont d'eux-mêmes. Ils intègrent en partie ces stéréotypes et se sentent en fin de compte responsables de ce même sentiment.

Fabio Lorenzi-Cioldi explique le complexe d'infériorité comme suit :

« Ce préjugé diffuse le coupable, qui le véhicule souvent de manière involontaire. Mais, en retour, il culpabilise la victime. Celle-ci ne peut identifier clairement le porteur du préjugé, ne peut donner corps et visage à l'adversaire, ne peut le situer dans un hors-groupe bien délimité. Privée des moyens de déchiffrer les repères sociaux qui sont à l'origine du préjugé qu'elle subit, la victime peut alors en venir à se blâmer elle-même »⁶.

Il semble que cette logique soit à l'œuvre pour certains Roumains qui ont des difficultés à analyser qui véhicule cette mauvaise image du pays, et pensent alors que l'ensemble des retours qui sont faits sur le pays sont imprégnés de ce préjugé. Le pays lui-même devient alors responsable du préjugé, que ce soit par le biais de ses acteurs politiques ou alors de boucs émissaires tels que les minorités (Roms ou Hongrois essentiellement). Il y a ici une forme d'acceptation et d'intériorisation de la position d'infériorité qui se rapproche sensiblement de la domination symbolique. Cela est surtout perceptible dans la nécessité de se comparer aux autres pays européens ou aux pays voisins. En ce qui concerne l'image du pays il semble incontestable que la population roumaine est dominée sur le plan symbolique dans son rapport à l'étranger et à l'Union européenne plus particulièrement.

Comme l'explique Pierre Bourdieu, la prise en compte de la dimension symbolique de la réalité sociale a des conséquences sur la manière de penser les rapports de domination entre individus et groupes. C'est là qu'intervient la notion de violence symbolique, dont sont souvent victimes les petites sociétés. Les diverses formes de domination, à moins de recourir exclusivement et continûment à la force armée (qui elle-même suppose d'ailleurs une dimension symbolique, parce qu'elle est perçue et parlée d'une certaine façon), doivent être légitimées, reconnues comme légitimes, c'est-à-dire prendre un sens positif ou en tout cas

⁵ GROSSER P., 2002, « De l'usage de l'histoire dans les politiques étrangères » dans CHARILLON F. (dir.) *Politique étrangère Nouveaux regards*, Presse de science Po, p. 383.

⁶ LORENZI-CIOLDI F., 2002, *Les représentations des groupes dominants et dominés*, PUG, p. 53-54.

devenir « naturelles », de sorte que les dominés eux-mêmes adhèrent à l'ordre dominant, tout en méconnaissant ses mécanismes et leur caractère arbitraire (non naturel, non nécessaire, donc historique et transformable). « C'est ce double processus de reconnaissance et de méconnaissance qui constitue le principe de la violence symbolique, et donc de la légitimation des diverses dominations »⁷.

Ce qui nous intéresse particulièrement en ce qui concerne la Roumanie, c'est l'impact que peut avoir ce rapport de domination à l'échelle de la petite société, qui n'a pas la possibilité de développer des stratégies directes face à l'Union européenne. Elle subit donc de plein fouet l'image qui lui est renvoyée par l'UE, à travers les médias essentiellement. Bourdieu définit très bien comment le dominé accepte malgré lui le rapport de domination et reconstruit le monde qui l'entoure dans ces catégories de domination là.

« A la parole autorisée de la compétence statutaire, parole puissante, qui contribue à faire ce qu'elle dit, répond le silence de l'incompétence non moins statutaire, qui, vécue comme incapacité technique condamna à la délégation, cette dépossession méconnue et reconnue des moins compétents en faveur des plus compétents, des plus instruits, de ceux « qui ne savent pas parler » en faveur de ceux « qui parlent bien » »⁸.

Ce sentiment intégré d'incompétence, d'incapacité et surtout de non contrôle est le cœur même du complexe d'infériorité que peut ressentir une part importante des Roumains. Ils se sentent extérieurs au processus d'élargissement de l'Union européenne, et en même temps totalement dépendants de ce dernier. Cette extériorité n'est pas propre à la Roumanie et était dans une moindre mesure présente en France ou dans d'autres pays européens. Cependant, combinée au contexte socio-économique et à un fort sentiment d'infériorité économique et historique, elle prend une ampleur plus que considérable dans le cas roumain. Un autre élément est très important également, celui de la dépendance, autre caractéristique des petites sociétés. Dans le cas français ou allemand, il n'y avait pas ce sentiment de « dernière chance » puisque ces deux pays étaient deux fondateurs de l'Europe. La Roumanie est encore aujourd'hui sous surveillance accrue de la Commission européenne et possède une position particulière et défavorable dans l'UE. La population roumaine se sent entièrement dépendante de cette intégration, seule chance pour elle de sortir de la situation actuelle. Elle est par conséquent confrontée à une conception négative de son identité collective même s'il n'en est pas de même en ce qui concerne l'identité individuelle, au contraire.

⁷ BOURDIEU P., mai-juin 1977, Sur le pouvoir symbolique, *Annales*, n°3.

⁸ BOURDIEU P., 1979, *La distinction, critique sociale du jugement*, Les éditions de Minuit, p. 484.

Une construction identitaire collective négative face à une identité individuelle positive

L'identité regroupe les façons dont les individus ou les groupes se définissent par eux même, et sont définis par autrui. L'identité est donc tout à la fois une construction intrinsèque des agents sociaux, et une catégorisation de la part de la communauté et des institutions sociales. Il est difficile évidemment de parler d'identité nationale et ici d'identité roumaine sans tomber dans les travers de la généralisation ou de la stigmatisation. Toutefois il est possible de parler de tendances identitaires importantes.

Dans un article de *Romania Libera*, Mihai Creanga se demande où en est l'identité nationale roumaine⁹. Son argumentation, même si l'article date de 2000, est très utile pour appréhender la crise identitaire roumaine. Il explique que les Roumains auraient des difficultés à traverser le « désert de la transition » et à se joindre au système de valeurs des démocraties occidentales. Il cite Andrei Plesu, ancien ministre de la Culture, lorsqu'il disait « Nous nous balançons entre un discours de victimes abandonnées et un vocabulaire de partenaires fâcheux ». Mihai Creanga indique aussi que la crise d'identité qui prend ses racines dans le passé communiste s'est par ailleurs « enrichie » de multiples complications liées aux frustrations engendrées par les dures réalités de la transition. Le fait de prendre conscience que d'autres peuples (les Tchèques, les Polonais, les Hongrois, les Slovaques, les Slovènes, et même - dernièrement - les Bulgares) ont trouvé la force et les ressources pour dépasser le même type d'obstacle, face auquel les Roumains hésitent encore, n'a fait qu'aggraver cette crise identitaire. Enfin il termine son article comme suit :

« On continue à discuter de l'identité nationale presque exclusivement sur un plan sentimental, rhétorique, et presque jamais sur un plan pratique, sur le terrain d'une solidarité nationale moderne, capable de définir et de soutenir ses objectifs. Si nous ne changeons pas d'optique, nous assisterons, à l'avenir, à des lamentations et incriminations perpétuelles, qui finiront par définir... l'identité nationale elle-même »¹⁰.

Il est vrai que les Roumains souffrent de leur image, mais essentiellement de l'image donnée à l'étranger. Il s'agit donc bel et bien de leur déférence si l'on utilise les termes goffmaniens. Ce décalage entre tenue et déférence dans le cas roumain engendre un sentiment de perte de la face, mais sur le plan collectif, ce qui a des répercussions très importantes dans l'interaction avec l'autre et sur leur identité collective propre.

⁹ CREANGA.M, 17 juin 2000, Roumanie : où en est l'identité nationale ? dans *Romania Libera*.

¹⁰ CREANGA.M, 17 juin 2000, Roumanie : où en est l'identité nationale ? dans *Romania Libera*.

« Cependant je pense que le stigmatisé roumain d'aujourd'hui apprécierait un message un peu moins radical à l'encontre de son identité individuelle et collective ; il souhaiterait un message qui, ne le diabolisant ni le victimisant plus, lui enseignerait qu'il est aussi un homme comme tous les autres hommes ou, à tout le moins, un homme comme tous les autres hommes nouveaux de l'ex-camp socialiste. Cessant d'être l'unique grand mutilé de l'Histoire ou le dernier des malades chroniques, le pauvre Roumain serait alors peut-être plus attentif aux appels de la démocratie »¹¹.

Cette remarque est fort pertinente dans le cadre de l'analyse de l'identité roumaine. L'ensemble des entretiens réalisés en Roumanie lors de mon doctorat de sociologie traduit une identité collective ou nationale fortement négative. Nous l'avons évoqué dans la partie sur le complexe d'infériorité, mais au-delà du complexe en tant que tel, il semble que ce complexe ait des conséquences considérables sur la construction identitaire elle-même. Pendant l'époque communiste, le régime a accentué l'opposition entre Roumain et étranger. L' « étranger », surtout occidental, a pris des contours mythiques idéalisés, comme synonyme d'abondance et de liberté.

« Pendant le communisme, du fait de l'intoxication par la propagande d'une part, et de l'insatisfaction des Roumains de l'autre, l'imaginaire sur l'étranger s'est « démocratisé » jusqu'à devenir une obsession nationale (...) Après la chute du communisme, les contacts avec l'Occident sont devenus plus directs et plus fréquents, mais ils n'ont rien perdu de leur intensité dramatique. Les Roumains se sentent écartés à cause de leur pauvreté »¹².

Un sentiment de frustration important a découlé de ce sentiment de mise à l'écart, et c'est la raison pour laquelle l'Occident continue d'attirer et de repousser à la fois. « Pour l'heure, le psychodrame de l'étranger est toujours à l'affiche en Roumanie »¹³.

Vintila Mihailescu, anthropologue roumain, affirme qu'il y a une ambivalence identitaire en Roumanie:

« A certains moments on est les meilleurs et à d'autres on est les pire. Il n'y a pas de stabilité ni de demi mesure. Il y a une mobilité identitaire très importante. On peut prendre l'exemple de la France. Les relations avec la France sont comme des

¹¹ ANTOHI S., 1999, *Imaginaire culturel et réalité politique dans la Roumanie moderne Le stigmatisme et l'utopie*, L'Harmattan, 1999, p. 289.

¹² ANTOHI S., 1999, *Imaginaire culturel et réalité politique dans la Roumanie moderne Le stigmatisme et l'utopie*, L'Harmattan, 1999, p. 250.

¹³ *Ibid.*, p. 251.

relations amoureuses, c'est à l'amour, à la mort. La Roumanie a violé la France (en référence à la prise de position roumaine lors de la guerre en Irak) alors vous vous vengez avec l'image des tziganes et des enfants des rues. C'était surtout une frustration d'un côté comme de l'autre, de la Roumanie parce qu'on l'a grondée et de la France parce qu'elle se sentait trahie ».

Le rapport à la France est particulièrement éclairant car les liens entre les deux pays sont très forts et surtout car elle représente dans l'imaginaire collectif « une grande sœur » mais aussi un appui important au sein de l'UE. La Roumanie est un pays francophone qui revendique également sa latinité et une part importante de son identité collective se construit donc dans ce rapport à l'Autre, particulièrement la France et l'Union européenne. Les retours qui lui sont faits ayant varié tout au long du processus d'intégration et encore aujourd'hui, l'identité est donc en partie fluctuante, comme suspendue aux différents rapports ou discours politiques européens.

Ioan Panzaru, professeur de lettres, pense lui aussi que l'identité roumaine collective est fluctuante:

« La Roumanie souffre parce que nous n'avons pas une orientation saine au niveau économique. Nous ne récoltons pas le fruit de nos efforts. L'identité est dynamique, il y a des poussées négatives puis positives. On est à la fois fiers de nous et honteux face à l'économie, à la culture... Tout ça créé un complexe, un chaudron qui bout. Nous avons une identité très conflictuelle qui est vécue dramatiquement sur le mode de la souffrance avec des périodes d'éclaircie ».

Il n'existe bien évidemment pas de fatalité culturelle ou de fatalité identitaire. Ces questions changent rapidement en fonction de la construction institutionnelle, du développement économique et de la position sur la scène européenne ou internationale. Cette position n'est que conjoncturelle même si elle a tendance à s'inscrire durablement dans le temps.

Il est utile de s'inscrire ici dans une perspective interactionniste, car il semble bien que ce soient les interactions sociales (entre Roumanie et Union européenne), à travers des symboles politiques partagés, qui forgent la conscience qu'ont les Roumains d'eux-mêmes. La population roumaine, en tant que petite société, craint et attend beaucoup à la fois de ce retour en termes d'image. C'est ici le cœur d'une identité collective précaire, fluctuante et surtout fortement négative. Si l'on se penche sur le processus d'élargissement à l'Union européenne, le fait même d'appartenir à la seconde vague des pays de l'Est a représenté quelque chose de très douloureux. Il suffit pour constater cela de se pencher sur la réaction

des Roumains le 1^{er} mai 2004, qui a vu l'intégration des dix nouveaux candidats. Le quotidien *Evenimentul Zilei* soulignait alors « combien ce 1^{er} mai était triste pour la Roumanie... Un jour où les citoyens roumains ressentent pleinement l'humiliation d'être tenus en quarantaine, alors que les voisins hongrois sont invités au grand bal du monde civilisé. Eux chantent l'Ode à la joie, remplissent le ciel de feux d'artifices... Nous, nous fredonnons des *manele* (airs moyens orientaux populaires à la mode) et pédéséions tout (allusion au PSD) »¹⁴. Faisant référence aux réactions télévisées entendues ce jour-là, *Les Nouvelles de Roumanie* résume : « Pincements au cœur, désabusement, fatalisme, résignation... Les réactions étaient bien roumaines en ce premier mai qui a vu les voisins intégrer l'UE »¹⁵.

Les Roumains ont le sentiment perpétuel de ne pas être à la hauteur et là aussi les recours aux boucs émissaires sont nombreux. Les élites politiques sont montrées du doigt dans ce retard, mais la population se sent directement touchée et c'est en cela qu'il est possible de parler de construction identitaire négative. Il est possible d'aller un peu plus loin et de parler d'identité dépendante, car celle-ci, même si elle est de façon globale négative, peut être à certains moments positive. L'intégration à l'Union européenne, au-delà du tapage médiatique et politique, reste un événement fondamental et fédérateur en Roumanie pour la grande majorité de la population. Elle inspire des espoirs très forts en termes d'amélioration des conditions de vie mais représente aussi sur le plan symbolique une possibilité de pouvoir enfin se considérer comme un pays jouant un vrai rôle sur l'échiquier international. L'identité collective roumaine reste néanmoins dépendante des retours qui lui sont faits par l'Union européenne, ou du moins très proche et très sensible à ces retours. Cette identité fluctuante, précaire et dépendante semble également toucher au cœur du concept de petite société. La dimension de la dépendance et de l'incertitude et leur lien étroit avec la volonté de réappropriation de leur historicité semblent donc des traits caractéristiques des petites sociétés, où la tension est palpable entre facteurs endogènes et exogènes de positionnement statutaire.

Il serait réducteur cependant de résumer l'identité roumaine aux retours qui sont faits par l'Occident. Ervin Goffman explique très bien que dans bien des cas il serait inconvenant de prendre sur soi ce que les autres seraient prêts à nous attribuer, car chacune de ces images est la garantie et la justification de l'autre, et non son reflet¹⁶. Il note que la conception de

¹⁴ Dans *Les Nouvelles de Roumanie*, juillet-août 2004, n° 24, p. 2.

¹⁵ *Ibid.*, p 3.

¹⁶ GOFFMAN E., 1994, *Les rites d'interaction*, Les éditions de Minuit, p. 75.

George Mead selon laquelle l'individu prend, vis à vis de lui-même, l'attitude que les autres adoptent à son égard, ressemble à une simplification excessive. Il préfère l'idée selon laquelle l'individu doit compter sur les autres pour compléter un portrait de lui-même qu'il n'a le droit de peindre qu'en partie. « Même s'il est vrai que l'individu détient un moi unique et qui n'appartient qu'à lui, le signe de cette possession est entièrement le produit d'un labeur cérémoniel collectif : la partie que sa bonne tenue exprime n'est pas plus significative que celle que les autres lui renvoient par la déférence qu'ils lui manifestent »¹⁷. Il en va de même pour l'identité collective roumaine, qui ne se réduit ni à sa tenue ni à la déférence qui lui est manifestée. Il y a dans chaque construction identitaire, une image que l'on donne et une image que l'on reçoit. Cela est bien évidemment plus complexe dans le cas de l'identité collective. Quoiqu'il en soit, cette identité ne peut actuellement qu'être négative puisque la population n'a pas une bonne image d'elle-même sur le plan collectif à cause essentiellement de la pauvreté, de la corruption et de son rapport aux minorités. Un autre facteur explicatif de cette identité collective négative est l'image qui lui est renvoyée, notamment par les instances ou les médias internationaux, elle aussi fortement dépréciative. En contre partie, la population roumaine semble posséder une identité personnelle très forte et positive. Selon Goffman : « A rechercher les lieux de l'action, on en vient à une division romantique du monde. D'un côté il y a les lieux sûrs et silencieux, le foyer, la profession régulière ; de l'autre, il y a toutes les activités qui permettent de s'exprimer et qui obligent l'individu à monter en ligne et à s'exposer passagèrement »¹⁸. Il paraît clair qu'en Roumanie la sphère familiale, privée constitue un élément fortement positif de l'identité. Cette identité personnelle est surinvestie car elle permet de contre-balancer cette identité collective négative.

La question du sens, de la volonté de faire société caractéristiques des petites sociétés

La Roumanie est confrontée à de grandes difficultés sociales, économiques et politiques, pour certaines difficilement surmontables dans l'immédiat. Or, il ne suffit pas d'énumérer les difficultés ou points faibles d'un pays pour en donner une image la plus proche possible de la réalité. La Roumanie, fort heureusement ne se résume pas à ses difficultés. La société roumaine, malgré le pessimisme et la précarité est une société bien vivante, dynamique et déterminée. Certes les voies du changement ne sont pas celles tracées par les pays occidentaux et le rythme est bien différent. Toutefois la société roumaine est bel

¹⁷ *Ibid.*, p. 76.

¹⁸ *Ibid.*, p. 224.

et bien inscrite dans la modernité. En tant que concept philosophique et sociologique, la modernité est avant tout le projet d'imposer la raison comme norme transcendante à la société. La modernité est aussi l'ensemble des conditions historiques matérielles qui permettent de penser l'émancipation vis-à-vis des traditions, des doctrines ou des idéologies données et non problématisées par une culture traditionnelle.

Selon Thierry Rogel, agrégé de sciences économiques et sociales, la période moderne était celle de l'avènement de la production industrielle et de la croissance économique, de la démocratie et de la libération d'un individu rationnel façonné par les institutions¹⁹. C'est pour lui, l'articulation entre l'individualisme, la raison et le poids des institutions qui a fait la spécificité de la modernité. Il ajoute qu'aujourd'hui, cette articulation se délite et il cite Alain Touraine qui y voit le danger que, face à la « désinstitutionnalisation », l'individu soit pris entre deux tentations contradictoires : soit se « brancher » sur les réseaux et les marchés, soit rechercher une identité perdue en se repliant sur une communauté ethnique, religieuse ou, plus généralement identitaire²⁰. Face à ces deux dérives la seule possibilité est, pour Touraine, la « construction d'un Sujet », c'est-à-dire que les individus soient producteurs d'eux-mêmes grâce à la culture. Ces replis communautaires sont présents en Roumanie et sont souvent le fait d'une population rurale, déconnectée en quelques sortes de ces réseaux et marchés. Il ne s'agirait néanmoins pas de confondre ici modernité et urbanité. L'agriculture et sa place au sein de la société roumaine sont un des corollaires de cette modernité, qui ne s'est pas traduite en Roumanie de la même façon que dans les pays occidentaux. Ici aussi la différence de modalités et de temporalité du changement et de la modernité, qui existe entre les petites sociétés et les autres, ne doit en aucun cas masquer les changements à l'œuvre et leur importance.

La liberté, quel qu'en soit le prix, est bien évidemment un changement total et fondamental pour la société roumaine. Même si une partie de la population estime qu'elle vivait mieux sous le régime communiste, il est incontestable que peu accepteraient de retourner sous un régime dictatorial. Pour eux la vie était plus sûre, l'emploi et les revenus étant stables. Néanmoins, ce qui est souvent occulté c'est le fait que si la situation actuelle est difficile, si les déséquilibres sont si importants c'est surtout à cause de ce même communisme. « La Roumanie est aujourd'hui un pays désarticulé, composé de segments qui ne se recoupent pas, de vie traditionnelle, de réminiscence des années vingt ou trente, de structures et attitudes communistes et d'évolutions postcommunistes. C'est un système qui

¹⁹ ROGEL T., 2003, *Le changement social contemporain*, Editions Bréal, p. 50.

²⁰ *Ibid.*, p 50.

fonctionne difficilement, en attendant- ça tarde un peu- un nouveau commencement qui mènerait à une nouvelle synthèse »²¹. Lucian Boia ajoute que la Roumanie a quoi qu'il en soit cette capacité à accueillir des modèles. L'exemple de sa langue en est le plus significatif, avec l'intégration continue de mots étrangers. La Roumanie, malgré ou grâce à un passé communiste récent est tout à fait ouverte sur l'étranger et surtout l'Europe et cette ouverture est une marque essentielle de son « européenité ». Cette ouverture et cette capacité à intégrer des modèles différents tout en se les appropriant rapproche également la société roumaine des petites sociétés.

« Courageusement la Roumanie affronte aujourd'hui les conséquences de quarante-cinq ans d'un socialisme particulièrement caricatural et destructeur que son peuple n'avait ni désiré ni réellement accepté. La convalescence est donc longue. Mais contrairement à ce que d'aucuns peuvent parfois affirmer par volonté ou plaisir de dénigrement systématique, elle change vite, sinon très vite, en tous cas beaucoup plus vite que les plus optimistes n'auraient pu l'espérer en 1990. Il y a là un miracle roumain. (...) Son courage, sa ténacité, sa détermination, ses capacités d'endurance, la chaleur de l'accueil qu'elle sait réserver à ses partenaires, le brillant de ses élites, les valeurs morales et spirituelles qu'elle partage avec l'Occident, font indéniablement de la Roumanie d'aujourd'hui un pays de nouveau européen à part entière »²².

Ce résumé, qui peut apparaître schématique, a le mérite de souligner à quel point la Roumanie change et à quel point elle appartient désormais au giron européen. Elle a tout de même réussi à intégrer l'Union européenne après seulement 17 ans de transition entre une dictature communiste absolue et un régime démocratique libéral, malgré toutes les réserves que l'on peut légitimement émettre sur ce régime. Il ne faut bien sûr pas évincer les difficultés très importantes du pays sur le chemin de l'intégration et les prendre réellement en compte, toutefois il faut également souligner que la Roumanie n'est pas un pays enclavé dans le passé mais bien en pleine mutation. Ceci apparaît particulièrement à travers trois éléments, structurants pour les petites sociétés postcommunistes : l'engagement de la population sur la voie européenne, l'inscription de la jeunesse dans les valeurs démocratiques et le rôle de contre pouvoir des médias et intellectuels. Quoi qu'il en soit, la population roumaine semble, à travers ces trois éléments notamment, avoir des opportunités de changement bien réelles et vouloir définir sa propre historicité. C'est en cela que l'on peut qualifier la Roumanie de petite société. Il s'agit bien d'une société inscrite dans la modernité, sa modernité, et à même

²¹ BOIA L., 2003, *La Roumanie Un pays à la frontière de l'Europe*, Editions Les Belles lettres, p. 296.

²² BARRAT J., 2003, *Géopolitique de la Roumanie : Regards croisés*, Alvik Editions, p. 326.

aujourd'hui de se projeter dans l'avenir. Elle propose ici aussi un projet singulier de société civile défini par des modalités diverses et qui lui sont propres. Certes la Roumanie n'est pas forcément très bien positionnée sur l'échiquier politico-économique européen, mais ce-dernier n'est pas figé. L'Union européenne a ouvert sa porte à la Roumanie, et, même si celle-ci est surveillée de près, cette porte est bien ouverte, ce qui ouvre des perspectives importantes pour la Roumanie, sur le plan économique et symbolique.

Les élites dirigeantes d'Europe de l'Est, dont on constate régulièrement le faible renouvellement, semblent converties aujourd'hui au modèle de développement occidental et à la société de consommation. En Roumanie, malgré le fossé démesuré entre milieu urbain et rural, on accède aujourd'hui à la modernité par la consommation de produits à haute teneur symbolique de modernité, que ce soient les fast-foods, le coca, la téléphonie mobile, la musique de MTV, les informations de CNN, les films hollywoodiens... Selon Alain Touraine, avec la fin des mouvements anti systémiques, l'accès à la modernité n'est pas ou plus garanti par l'intégration dans un mouvement social, son succès ou son éventuelle institutionnalisation. L'entrée dans la modernité s'opère ainsi par l'accès individualisé à des produits représentatifs de la modernité, lequel accès est déterminé par la position de l'individu en qualité de consommateur dans le marché.

Dans un tel contexte les grands mouvements sociaux seraient devenus aussi inutiles qu'improbables. Les référents métasociaux qui les soutenaient également. L'émergence, le réveil de la « société civile » n'a pas été un moment d'accélération du processus de modernisation tel qu'on aurait pu l'imaginer, mais le moment qui ponctua l'échec des mouvements anti systémiques. Il représente aussi le début de la mutation de la première conception du projet de société civile alimenté par l'anti-étatisme des dissidents au communisme d'Europe de l'Est, vers une seconde version du projet, nettement plus déterminée par les contraintes des nouvelles politiques de développement préconisées par les agences internationales de type Banque Mondiale ou FMI.

L'émergence de la société civile n'est pas forcément l'irruption des masses dans l'Histoire, mais peut être davantage leur maintien dans le rang au nom du marché et de la démocratie. Comme le résume Alain Touraine lui-même :

« D'un côté, dans la plus grande partie du monde, les sociétés ne sont pas les personnages principaux ou même les lieux les plus éclairés de la vie publique. Tout le pouvoir et toute la parole sont à l'Etat (...) De l'autre côté, c'est l'individu et les séductions de la consommation qui l'emportent. Des deux côtés, les grandes victimes sont les problèmes et les mouvements sociaux (...) Entre les problèmes de l'Etat d'un

côté, ceux de l'individu de l'autre, c'est le vide qui n'est occupé que superficiellement par les mass média qu'il s'agisse de la politique spectacle ou de culte de la personnalité »²³.

Cette réflexion de Touraine est tout à fait adaptable au cas roumain où le fossé est particulièrement grand entre l'Etat et l'individu.

Aujourd'hui une grande partie de la Roumanie est bel et bien entrée dans la modernité dite occidentale. Elle s'est surtout très rapidement convertie aux dogmes de la société de consommation. Pourtant le processus de modernisation par conflit autour de modèles d'historicité divergeant y semble bloqué. Ce type de modernisation reste souvent un processus réservé aux initiés, à une élite. Dans ce sens, la transition en Roumanie et son cortège de nouveaux intervenants dans l'espace public n'a pas révolutionné le processus de modernisation, mais s'en est accoutumé tout en le réformant. Cette réappropriation et reconstruction de la modernité s'est bel et bien réalisée en s'émancipant de la tradition et surtout à travers la prise de distance d'avec les idéologies. Or, en Roumanie la modernité est aussi passée par une défiance vis à vis de la sphère politique, accusée d'être étroitement liée aux idéologies passées et à ses intérêts propres. Cette distance à l'égard de la sphère politique n'est pas une marque d'archaïsme ou d'ignorance mais bien un comportement tout à fait rationnel. On voit bien dans le cas d'autres petites sociétés les difficultés rencontrées pour avoir une voix sur la scène internationale et l'importance de l'apolitisme, ce qui n'implique en rien un rejet total de l'engagement. Le désir de faire entendre ses positions est bien présent dans ces sociétés, tout comme celui de se positionner par rapport aux choix réalisés par les instances politiques.

« Est-il possible de redonner sens à l'action que des sociétés exercent sur elles-mêmes pour se gérer et se transformer ? Ou faut-il admettre au contraire que cette définition de la vie publique appartient au passé et que l'ensemble des problèmes du présent et de l'avenir sera plus radical que dans le passé puisqu'il sera dominé par l'affrontement presque sans médiation d'un Etat de plus en plus puissant et d'individus de plus en plus exigeants ? »²⁴.

²³TOURAINÉ A., 1988, Modernité et spécificités culturelles, *Revue Internationale de Sciences Sociales*, n°118, p. 497-512.

²⁴ *Ibid.*, p. 497-512.

Touraine souligne ici un des dilemmes inhérents à la Roumanie, celui de la faiblesse de la vie publique combinée à un Etat très puissant qui font ressortir l'absence de médiation et surtout sa nécessité.

Manuel Castels, dix ans après Touraine, adopte le même raisonnement²⁵. Pour lui le salut ne passera pas par ce qu'il nomme la « vieille société civile », en se référant surtout aux mouvements syndicaux, qui se désagrègent peu à peu. Les identités surtout liées au travail qui lui donnaient sens ne sont plus adéquates. Il voit dès lors deux scénarii possibles concernant l'évolution des mouvements sociaux.

Le premier scénario suppose la prolifération de mouvements réactifs alimentés par des identités communautaires produites par des acteurs marginalisés, stigmatisés, dévalorisés par la culture dominante du nouvel ordre mondial. Les difficultés rencontrées par la Roumanie en période de transition semblent avoir alimenté ces mouvements dont l'expression politique paraît avoir atteint son point culminant avec la présence de Cornéliu Vadim Tudor au second tour des élections présidentielles de 2000.

Le second scénario implique des acteurs qui, sur la base du matériau culturel disponible, construisent une identité nouvelle qui redéfinit leur position dans la société et se propose de transformer l'ensemble de la structure. C'est ici que le défi majeur du projet de constitution d'une nouvelle société civile en Roumanie se pose. La société civile roumaine a connu un développement important, du moins sur le plan quantitatif et surtout si l'on considère l'augmentation des associations et du nombre des ONG, grâce surtout au soutien des bailleurs de fonds occidentaux. Il faudrait maintenant que la société roumaine s'approprie, s'investisse et arrive à se créer la société civile qui lui correspond réellement, une société civile avec des modalités propres aux petites sociétés. Il est certain qu'au vu des pesanteurs historiques et des contraintes actuelles, ce n'est pas la moindre des difficultés mais l'enjeu est grand. Enfin, comme nous l'avons défini au départ de cette partie, pour qu'il y ait une mobilisation collective réelle il est nécessaire que la société roumaine elle-même se mobilise. L'action des ONG est très importante mais elle ne peut se substituer à celle de la société civile. Elle freine en outre la reconstruction d'une identité collective positive indispensable pour établir un projet de société collectif.

²⁵ CASTELS M., 1998, *La société en réseaux : L'ère de l'information*, Éditions Fayard.

Les formes de mobilisation sont donc multiples, mais il est possible de remarquer simplement qu'elles sont souvent éphémères et relativement spontanées. Il en est de même des objectifs : il peut s'agir d'infléchir des choix gouvernementaux ou patronaux, ou plus simplement influencer l'opinion publique sur un thème particulier. Les mobilisations collectives témoignent d'une conscience collective de ceux qui y participent, et d'une constitution des identités sociales, mais selon des modalités différentes des autres pays européens par exemple. La fragilité de la société civile roumaine découle des difficultés à mettre en place un modèle, en de nombreux points inadapté à la réalité roumaine. La Roumanie en tant que petite société doit construire son propre modèle de société civile, qui sera étroitement lié à son contexte historique, social et politique. Il ne s'agit pas de calquer un modèle issu d'histoires et de trajectoires différentes, mais bien de permettre d'envisager une nouvelle construction sociale et collective propre à la Roumanie.

Cette constitution d'identités sociales et collectives en Roumanie reste problématique pour le moment car l'identité collective roumaine reste fortement négative. Dans le cas de la Roumanie, les structures régionales, plus particulièrement l'Union européenne, redessine les frontières économiques, culturelles et identitaires. Elle fragilise les pays en transition mais en tout en leur offrant la possibilité de donner du sens, des opportunités de maîtriser leur histoire et de construire un autre Sujet, paradoxalement plus fragilisé mais plus fort dans les petites sociétés.

L'objectif de cet article était d'utiliser le concept de petite société pour analyser la construction identitaire roumaine dans le processus de régionalisation européen. Cette construction identitaire roumaine se révèle, sur le plan collectif, fortement négative. Les facteurs explicatifs, pour la plupart propres aux petites sociétés, sont nombreux.

Tout d'abord, la Roumanie ressent un fort sentiment d'infériorité dans son intégration dans l'Union européenne. En tant que petite société, elle subit de la violence symbolique car elle légitime, souvent de façon inconsciente, le rapport de domination qu'exerce l'Union européenne sur elle. Elle demeure pour le moment en position de subordonnée mais elle a tout de même relevé le défi de l'intégration. Cette position est temporaire même si le pays garde pour le moment un statut de membre particulier. La Roumanie est encore aujourd'hui victime de stéréotypes forts et même de stigmatisation de la part de certains de ses homologues européens. Les événements récents ayant eu lieu en Italie sont la preuve de la méconnaissance et de l'inquiétude qu'elle peut inspirer. Néanmoins ces événements ont aussi été fortement condamnés par une partie de l'Italie et des autres membres de l'Union européenne. La frustration face à la mise à l'écart, dans un premier temps au sein des pays candidats avec une

adhésion tardive par rapport à ses voisins, et aujourd'hui au sein de l'Union européenne participe de cette identité collective négative.

En outre, les sentiments d'incompétence et d'incapacité à maîtriser le processus accentuent également ce sentiment d'infériorité. L'héritage communiste et les difficultés économiques sont aussi des facteurs majeurs dans cette construction identitaire collective négative. Il n'y a néanmoins aucune fatalité identitaire. L'identité collective en Roumanie est certes dépendante et précaire, mais elle est aussi fluctuante et peut, à certains moments être positive. De plus, l'identité individuelle joue un rôle essentiel en demeurant rassurante, forte et structurante.

Il règne aussi en Roumanie une dimension d'incertitude face l'avenir, mais qui n'empêche pas le désir d'historicité et les avancées réalisées dans la voie européenne. Les différences de modalités et de temporalité du changement et de la modernité, caractéristiques des petites sociétés, ne doivent en aucun cas les minimiser. La mutation à l'œuvre passe aujourd'hui par une adhésion forte au processus européen, une inscription très nette de la jeunesse dans les valeurs de la modernité et le rôle indéniable des médias et intellectuels. La différence entre milieu urbain et rural reste immense mais il faut là aussi faire attention à ne pas confondre européenité et urbanité. Le milieu rural adhère lui aussi, quoique de façon inégale, au processus européen. Différentes enquêtes démontrent la «géométrie variable» du monde rural roumain. Les fonds européens ont consolidé la compétitivité des aires agricoles dynamiques, tandis que les zones en difficulté ont été affectées positivement, mais de façon limitée. Les programmes nationaux et européens semblent vouloir tenir compte de cette évolution différenciée.

La Roumanie semble se réapproprier et construire aujourd'hui sa propre modernité. Cette modernisation s'est bel et bien réalisée en s'émancipant de la tradition et surtout à travers la prise de distance d'avec les idéologies. Or, en Roumanie la modernité est aussi passée par une défiance vis à vis de la sphère politique, accusée d'être étroitement liée aux idéologies passées et à ses intérêts propres. Cette distance à l'égard de la sphère politique n'est pas une marque d'archaïsme ou d'ignorance mais bien un comportement tout à fait rationnel dans le pays, propre aux petites sociétés.

Enfin, la Roumanie, en tant que petite société, doit construire son propre modèle de société civile, qui sera étroitement lié à son contexte historique, social et politique. Il ne s'agit pas de calquer un modèle pré-établi qui n'aurait aucun sens ni pertinence dans ce contexte, mais bien de permettre d'envisager une nouvelle construction sociale et collective propre à la Roumanie.

Le cas roumain souligne bien les principales caractéristiques des petites sociétés. Plusieurs dimensions se détachent nettement. Celle de la construction dans la comparaison aux « grandes sociétés » permet de saisir un sentiment d'infériorité souvent intériorisé, même si des mécanismes de défense sont mis en œuvre. Un corollaire de cette comparaison, souvent dépréciative, est bien sûr la question de la violence symbolique dont sont souvent victimes les petites sociétés. Enfin, une dimension essentielle des petites sociétés est celle des identités fluctuantes et fragiles face à une véritable volonté de contrôler l'historicité et de création d'un nouveau modèle de modernité et du vivre-ensemble. Identités précaires et désir de maîtrise de l'historicité semblent aujourd'hui deux éléments majeurs des petites sociétés.